

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE Valérie Pécresse veut « nettoyer les quartiers »

« Je vais ressortir le Kärcher » : en déplacement jeudi dans le sud-est de la France, la candidate de la droite à la présidentielle Valérie Pécresse, reprenant une expression controversée de l'ex-président Nicolas Sarkozy, a promis de « nettoyer les quartiers » des trafics et de la criminalité. Après la tempête parlementaire du pass vaccinal, attisée par la charge frontale d'Emmanuel Macron contre les non-vaccinés, sa rivale a ainsi replacé la sécurité au centre de la campagne pour l'élection prévue en avril.

Pour ce premier gros déplacement de 2022, la candidate du parti conservateur Les Républicains avait choisi deux départements – Bouches-du-Rhône et Vaucluse – où le parti Rassemblement national (RN, extrême droite) de Marine Le Pen atteint des scores élevés : elle y a insisté sur le thème de la sécurité dont elle compte faire un marqueur.

Celle qui assure vouloir « remettre de l'ordre » s'est rendue dans le centre de surveillance urbaine de Salon-de-Provence (sud-est), s'intéressant aux 151 caméras et aux drones utilisés dans cette ville, avant d'aller sur un point de deal démantelé.

« Il faut ressortir le Kärcher car il a été remis à la cave par (l'ancien président) François Hollande et (l'actuel chef d'Etat) Emmanuel Macron depuis dix ans », a-t-elle asséné lors d'un point presse devant un commissariat.

Elle reprenait ainsi une formule offensive employée par M. Sarkozy alors qu'il était ministre de l'Intérieur, qui avait fait polémique. AFP

FRANCE

Soupçons d'emplois fictifs : le Modem et l'UDF mis en examen

Le Modem et l'UDF ont été mis en examen en décembre pour « complicité et recel de détournement de fonds publics » dans l'enquête sur des soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires d'eurodéputés centristes, a-t-on appris



François Bayrou. © PHOTO NEWS.

jeudi de sources proches du dossier. Quinze personnes, dont François Bayrou, l'ancien garde des Sceaux Michel Mercier et les anciens eurodéputés Sylvie Goulard, Nathalie Griesbeck et Jean-Luc Bennaïm, sont déjà poursuivies dans cette information judiciaire menée depuis 2017 par des juges d'instruction du pôle financier du tribunal judiciaire de Paris.

L'enquête porte sur l'organisation du travail de personnes embauchées avec les crédits européens en tant qu'assistants parlementaires pour les eurodéputés, mais qui auraient pu occuper un emploi, à temps plein ou partiel, à l'UDF puis au Modem. L'UDF, avalée par le Modem lors de sa création en 2007, a conservé une existence juridique. Contacté, l'avocat des deux partis n'a pas souhaité réagir.

Le parquet de Paris avait ouvert une enquête en mars 2017 après la dénonciation d'une ancienne élue du Front national, Sophie Montel, sur des emplois fictifs de collaborateurs de 19 de ses collègues de tous bords, dont deux du Modem : Robert Rochefort et Marielle de Sarnez – décédée en janvier 2021 – bras droit du président du parti François Bayrou. AFP

ÉTATS-UNIS

Joe Biden s'en prend à son prédécesseur

Le président démocrate a marqué l'anniversaire de l'assaut contre le Capitole en promettant qu'il empêcherait tout nouvel incident similaire. En l'absence des Républicains.

MAURIN PICARD
CORRESPONDANT À NEW YORK

Joe Biden a toujours pris grand soin d'éviter de nommer son prédécesseur, depuis son entrée à la Maison-Blanche le 20 janvier 2021. Le 46^e président des Etats-Unis tenait à se concentrer sur les priorités économiques et sanitaires du pays, et à réconcilier une Amérique déchirée par les passions politiques et raciales. Trop de travail, arguait-il, pour être pollué par le souvenir de l'ex-occupant du Bureau ovale.

Un an plus tard, Joe Biden est apparu sous les ors du Congrès pour célébrer un triste anniversaire, celui de l'assaut sanglant contre le Capitole du 6 janvier 2021 (cinq morts, et quatre suicides ulté-



Le président américain a visé Donald Trump en évitant de le nommer.

© PHOTO NEWS.

rieurs). Et cette fois, l'ombre de Donald Trump rôdait derrière chaque tournure de phrase, bien que le dirigeant démocrate se garde de le citer nommément.

« Une dague à la gorge de la démocratie américaine »

« Voici la vérité, a expliqué ce dernier. L'ancien président des Etats-Unis d'Amérique a créé et répandu un tissu de mensonges sur l'élection de 2020. Il l'a fait parce qu'il valorise le pouvoir au détriment des principes. Parce qu'il considère que son propre intérêt est plus important que celui de l'Amérique. Et parce que son ego meurtri compte plus pour lui que notre démocratie ou notre constitution. Il ne peut pas accepter qu'il ait perdu, même si 93 sénateurs, son propre procureur général, son propre vice-président, des gouverneurs et des responsables de tous les Etats clés ont déclaré qu'il avait perdu. C'est ce que 81 millions d'entre vous ont dit en votant pour une nouvelle voie. Il a fait ce qu'aucun président dans l'histoire américaine n'a jamais fait. Il a refusé d'accepter les résultats d'une élection et la volonté du peuple américain. »

« Pour la première fois dans notre histoire », a ajouté Joe Biden, « un président n'a pas seulement perdu une élection, il a essayé d'empêcher le transfert pacifique du pouvoir alors qu'une foule

violente faisait irruption dans le Capitole. Mais ils ont échoué. »

Tandis que Joe Biden s'exprimait depuis la colline du Capitole, accusant Trump et ses disciples de tenir « une dague à la gorge de la démocratie américaine », Donald Trump publiait un communiqué depuis sa résidence de Mar-a-lago. Toujours privé de réseaux sociaux depuis un an, l'ex-président a menti dès la première phrase, accusant son successeur d'avoir utilisé son nom lors de son discours au Capitole. La suite reprenait la plainte habituelle de l'ex-magnat new-yorkais : « élection volée », « fraudes massives ». S'agissant du 6-Janvier, Trump rejette – évidemment – toute responsabilité.

Aucun élu du Grand Old Party (GOP, conservateur) n'était présent dans la salle aux statues, pour écouter le discours du président démocrate. Lindsey Graham, sénateur de Caroline du Sud réputé proche de Trump, a dénoncé via Twitter la « politisation sacrément culottée du 6-Janvier par le président Biden ». Graham, réputé pour ses changements de cap dignes d'une poupée gigogne, faisait partie de ces édiles qui avaient crié « stop » lors de la tragédie : « Tout ce que je peux dire, c'est qu'il ne faut plus compter sur moi. Ça suffit », avant de rétro-pédaler et prêter allégeance au néo-retraité de Mar-a-lago.

KAZAKHSTAN

L'intervention russe suscite des inquiétudes

Les émeutes dans cette ex-république soviétique ont fait plusieurs dizaines de victimes et des centaines de blessés. La hausse du prix du gaz n'est pas la seule explication de ce brusque déchaînement de violence.

ANALYSE
PHILIPPE DE BOECK

Des dizaines de manifestants tués par la police, plus d'un millier de blessés, deux mille arrestations, des images de pillages et d'incendies, la situation au Kazakhstan a subitement viré au chaos mercredi.

Le mouvement de colère, qui a débuté ce week-end à l'ouest du pays (la partie la plus riche où se trouvent les gisements de pétrole) suite à un doublement du prix du gaz, s'est ensuite étendu à la plus grande ville du pays, Almaty, où il a viré à l'émeute malgré les concessions du pouvoir en place.

Les manifestants se sont emparés de plusieurs bâtiments administratifs, de chaînes de télévision et même de l'aéroport durant quelques heures. D'après les slogans, leur colère est surtout diri-

gée vers l'ancien président Noursoultan Nazarbaïev (81 ans), qui a régné sur le pays de 1989 à 2019 et tire toujours les ficelles en coulisses.

« On sait quand les Russes arrivent, jamais quand ils partent »

Visiblement dépassé par les événements, le président Kassym-Jomart Tokaïev a appelé Moscou et ses alliés de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) à la rescousse. Les premières troupes russes sont arrivées dans le pays dès jeudi matin pour une « période limitée ». Américains, Européens et l'ONU ont appelé toutes les parties « à la plus grande retenue ».

Ce qui n'augure rien de bon, d'après Marie Dumoulin, directrice du programme « Europe élargie » du Conseil européen des relations extérieures (ECFR). « C'est inquiétant, parce qu'une intervention russe, on sait quand ça commence mais on ne sait jamais quand ça se termine... Je comprends la logique de Tokaïev avec, d'un côté, un message interne aux manifestants pour leur dire de rentrer chez eux, et, de l'autre, un message vis-à-vis de la Russie pour lui dire que le Kazakhstan n'a pas l'intention de sortir de sa sphère d'influence. Cela lui permet aussi d'obtenir le soutien de Moscou dans les querelles intestines qu'il va forcément y avoir dans les semaines qui viennent autour de la succession de Nazarbaïev. Cela dit, Tokaïev risque d'être contesté en interne pour



Le président kazakh Tokaïev a appelé Moscou et ses alliés de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) à la rescousse.

© EPA/RUSSIAN DEFENCE MINISTRY.

avoir fait appel à Moscou. L'équilibre interethnique est compliqué dans le pays avec une minorité russe qui était majoritaire au moment de l'indépendance. L'intervention russe pourrait bouleverser cet équilibre », démontre Marie Dumoulin.

« Une répression brutale »

Pourquoi une telle explosion maintenant ? « Il y a d'une part un terreau de contestation présent de longue date sur des problèmes économiques et sociaux qui se superpose avec la gestion très erratique de la pandémie et ses conséquences économiques », explique Marie Dumoulin. « Le facteur déclencheur n'a rien à voir avec le prix du gaz au niveau mondial, mais avec un changement du mode de calcul du gaz liquéfié très utilisé à l'ouest du pays et bon marché parce que largement subventionné. Le prix a doublé du jour au lendemain, ce qui a suscité des contestations. Mais cela n'explique pas l'ampleur de la contestation dans le pays. »

D'après Marie Dumoulin, les deux éléments nouveaux sont l'ampleur nationale de la contestation et la coïncidence entre des revendications sociales et politiques. « Dans un premier temps, le président Tokaïev a essayé de répondre en prenant des mesures sur le plan social et en limogeant le gouvernement. Mais cela n'a pas calmé le mouvement de protestation... Et la répression a été brutale. »

« Un côté assez inquiétant »

Marie Dumoulin a toutefois été surprise par l'ampleur du mouvement de ces derniers jours. « Les images sont impressionnantes, mais ce ne sont pas des centaines de milliers de personnes qui sont descendues dans la rue comme en Biélorussie. Le mouvement est très hétéroclite et il n'y a vraiment pas de leader. Des retours que j'ai de contacts sur place, on me dit que tout cela est trop bien organisé pour être spontané. Mais quand je vois les images, ce n'est pas l'impression que ça me donne. Cela dit, on a vu des gens mercredi qui, de manière ciblée, ont pris d'assaut certains bâtiments officiels et le siège des forces de sécurité pour récupérer des armes. Tout cela a un côté assez inquiétant ».

Qui aurait intérêt à déstabiliser le Kazakhstan ? Les autorités ont laissé entendre que tout cela était financé de l'extérieur. « Mais je ne vois pas par qui ? Beaucoup de fausses nouvelles circulent », conclut Marie Dumoulin.

